



**Jour
J-34**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

27/11/2019

Transposition et application des textes de l'Uemoa

P7

La Côte d'Ivoire réalise un taux de 80% en 2019

Sara 2019 / Produits agricoles locaux

P4

100 milliards de F Cfa pour accompagner la transformation

Coopération Côte d'Ivoire-Guinée

P2

Ouattara et Olga Syradin échangent sur le développement du secteur privé

4^e Sommet mondial sur le genre à Kigali

P6

Paul Kagame appelle au positionnement des femmes en Afrique

Coopération Côte d'Ivoire-Guinée

Ouattara et Olga Syradin échangent sur le développement du secteur privé

La Chef de l'État a échangé hier, en fin de matinée, avec l'ambassadrice de la République de Guinée en Côte d'Ivoire.



L'ambassadrice de la Guinée en Côte d'Ivoire a été reçue, hier, par le Chef de l'État.

A sa sortie d'audience, hier, avec le Chef de l'État, Alassane Ouattara, au Palais de la République d'Abidjan-Plateau, où elle a fait ses adieux à la Côte d'Ivoire après sept années d'exercice (2012-2019) pour le compte de son pays, Olga Syradin, ambassadrice de la République de Guinée, a émis un vœu. Celui de voir la coopération entre les deux pays se renforcer à travers la promotion conjointe des acteurs du secteur privé. « *Nous devons nous battre ensemble pour la coopération,*

surtout du secteur privé », a-t-elle déclaré. Si le Chef de l'État ivoirien a échangé avec elle sur cette question, c'est parce que, précise l'ambassadrice, la Côte d'Ivoire et la Guinée ont des codes d'investissement très attractifs et elle souhaite, en tant que diplomate, une véritable coopération Sud-Sud. Afin qu'il y ait, dans les années à venir, des entrepreneurs « champions » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Et que la sous-région puisse entrer de plain-pied dans la Zone de libre-échange continen-

tale africaine pour améliorer davantage les conditions de vie des populations. La désormais ex-ambassadrice de la Guinée en Côte d'Ivoire a profité de l'occasion pour transmettre au Président Alassane Ouattara les salutations de son homologue guinéen, Alpha Condé. Elle l'a particulièrement remercié pour l'importance qu'il accorde à la mission diplomatique de son pays et à la communauté guinéenne. ■

HERVÉ ADOU

Diplomatie parlementaire

Le nouvel ambassadeur d'Iran en Côte d'Ivoire reçu par Amadou Soumahoro



Amadou Soumahoro a échangé avec le nouvel ambassadeur de l'Iran en Côte d'Ivoire

appesanti sur les relations économiques entre l'Iran et la Côte d'Ivoire. « *Le Président de la République ainsi que le ministre des Affaires étrangères de mon pays m'ont demandé de venir renforcer les relations économiques et commerciales entre nos deux pays. Nous allons essayer de mettre à profit notre présence en Côte d'Ivoire pour établir un partenariat gagnant-gagnant* », dira-t-il. En souvenir de sa visite au palais de la Représentation nationale, le diplomate iranien a remis un tableau au président de l'Assemblée nationale. Le vice-président, Diawara Mamadou, était aux côtés d'Amadou Soumahoro lors de cette audience.

Le Président de la République, Alassane Ouattara, a reçu les lettres de créance de l'ambassadeur d'Iran en Côte d'Ivoire, le jeudi 14 novembre, au Palais présidentiel. ■

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, a reçu en audience, le mardi 26 novembre, à son cabinet, SEM. Majidi Koorosh, le nouvel ambassadeur de la République islamique d'Iran

en Côte d'Ivoire. Au sortir de leur entretien qui a duré 30 minutes, le diplomate iranien s'est réjoui de la qualité des relations entre les deux pays et entre les deux institutions parlementaires. Son Excellence Majidi Koorosh s'est

Crise politico-militaire 2002-2011

Kader Doumbia accuse Soro d'avoir commis de nombreux crimes

L'association « *Victimes de Guillaume Soro* » (Vgs), de droit français, dirigée par Kader Doumbia (anciennement proche de Guillaume Soro) accuse l'ancien patron des ex-FORces nouvelles d'être à la base de nombreux crimes commis pendant la crise politico-militaire qui a secoué la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011.

« *Soro Guillaume est à la base de nombreux crimes. Il a de ce fait endeuillé plusieurs familles* », a déploré Kader Doumbia, le président de cette association, face à la presse hier, à la Maison de la presse, à Abidjan-Plateau. « *Très bientôt, nous allons saisir la justice pour porter plainte contre lui* », a-t-il fait savoir, en invitant les autres familles, victimes des crimes de l'ancien patron des Fafin, à se joindre à leur cause, « pour que justice soit rendue. » Au nombre de ces victimes, se trouve l'ancien coach des Éléphants, Lama Bamba. Il était présent à la conférence. « *Je suis assis à cette*

table, pas pour jouer les justiciers, mais parce que ma famille a été victime des crimes de Guillaume Soro », a-t-il expliqué, en citant son défunt jeune frère, Bamba Kassoum (alias Kass). Kader Doumbia a par ailleurs accusé Guillaume Soro d'être à la base de l'assassinat d'Ibrahim Coulibaly (IB) en 2011. Ainsi que bien d'autres personnes dont

Doh Félix, ex-chef du Mpigo, et « *près de 80 personnes qui ont trouvé la mort pendant le casse de la Bceao* ». Il l'accuse aussi d'en être le commanditaire. « *Nous avons les preuves, des témoins sont encore vivants. Ils viendront devant la justice pour témoigner, au moment opportun* ». ■

MARCEL APPENA

SOREPCI Boutiques
Promo Jusqu'à 40%
SUR Les Fleurs et Plantes Artificielles
La Bagagerie
La Maroquinerie
 Jusqu'au 19 Décembre 2019
 Zone 2 Im. ROCHE Route du CHU de Treichville
 Ouvert: 8h 30 - 18h 30 - Samedi 9h - 18h - Tél: 21 25 81 41 - 21 25 79 49
 PLATEAU AVENUE CHARDY Imm. NOUR AL HAYAT
 Ouvert: 8 h 30 à 17 h 30 - Samedi 9 h à 13 h - Tél: 20 21 60 86

Meeting d'hommage à Félix Houphouët-Boigny

Jeannot Ahoussou-Kouadio : " Nous promettons de renouveler notre profession de foi dans l'houphouétisme "

Les élus et cadres du grand centre ont tenu une réunion d'orientation pour la réussite du meeting des 6 et 7 décembre, à Yamoussoukro.

Les élus et cadres du Grand centre entendent donner la réplique à l'opposition, lors du meeting d'hommage au père fondateur de la nation, Félix Houphouët-Boigny, les 6 et 7 décembre, à Yamoussoukro. Le 25 novembre, à la Rue Lepic, à Cocody-Danga, des personnalités originaires, pour la majorité, de cette vaste région de la Côte d'Ivoire, se sont retrouvées pour affûter leur stratégie de mobilisation. Après quelques heures d'échanges, le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, cadre de la région, a annoncé que ce meeting enregistrera non seulement une mobilisation exceptionnelle, parce que tous les fils du Grand centre seront au cœur de l'organisation. Mais ce sera surtout l'occasion de « renouveler notre



Les cadres du Centre sont prêts à relever le défi de la mobilisation à cet important rendez-vous.

profession de foi dans l'Houphouétisme pour montrer que c'est dans cette formation politique que se trouve la vérité

», Il a fait cette promesse en présence du directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo; de plusieurs ministres dont

Bakayoko-Ly Ramata de la Femme, de la Famille et de l'Enfant; Sidi Touré de la Communication et des Mé-

dias; Jean-Claude Kouassi des Mines et de la Géologie; Maurice Kouakou Bandaman de la Culture et de la Francophonie et du gouverneur du district autonome de Yamoussoukro, Augustin Thiam. Pour ce faire, le président du Sénat et ses « frères » comptent se mettre à la tâche pour mobiliser les chefs tra-

ditionnels, les jeunes et les femmes. L'organisation de ce meeting, qui devait être l'affaire des populations du Grand centre, a pris une envergure nationale. Il a invité tous les Ivoiriens épris de paix et tous les militants et sympathisants du Rhdp au meeting du 7 décembre. ■

HERVÉ ADOU

La campagne pour l'adhésion de deux mille ingénieurs houphouétistes lancée

D'ici au premier trimestre 2020, le Rassemblement des ingénieurs houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) va compter deux mille membres, tous des ingénieurs. C'est le challenge de l'actuel président de cette structure proche du Rhdp, Ouattara Tiémoko. Au cours d'une conférence de presse, samedi, à la Rue Lepic, à Cocody-Danga, il a exposé ses stratégies et les moyens dont il dispose pour atteindre ce but.

par commune, pour ce qui concerne Abidjan, un bureau de 50 membres. Abidjan ayant 13 communes, nous aurons donc 650 membres pour le district. À ceux-là, nous ajouterons le même nombre de membres pour les 31 régions du pays, soit 1550 personnes », a-t-il détaillé. Pour Ouattara Tiémoko qui avait à ses côtés le colonel Agbolli N'Guessan William, conférencier du jour, le but de cette vaste politique d'adhésion des ingénieurs au Rhdp est de permettre à ces cadres d'apporter leur contribution au programme de développement initié par le Président de la République, Alassane Ouattara, sous la conduite du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. ■

H. ADOU

200 000 militants à Yamoussoukro



Adama Bictogo, le secrétaire exécutif du Rhdp, à la tête du comité d'organisation. (Ph. Dr)

Deux cent mille militants sont attendus à Yamoussoukro les 6 et 7 décembre pour rendre un vibrant hommage au père de la nation, Félix Houphouët-Boigny. L'information a été donnée hier par le comité d'organisation piloté par le secrétaire exécutif du Rhdp, Adama Bictogo. « Les héritiers de Félix Houphouët Boigny, réunis au sein du Rhdp, ont décidé de lui rendre un grand hom-

mage les 6 et 7 décembre, à Yamoussoukro », a-t-il indiqué hier, face à la presse, au siège du Rhdp à Cocody les II Plateaux Vallons.

Selon le ministre Touré Mamadou, vice-président en charge de la communication au sein du Rhdp, membre du comité d'organisation, ces deux jours d'hommage seront couronnés par un giga-meeting le samedi 7 décembre, sous le coup de 10h, à la place Jean-Paul II. Bien avant, les

membres de la famille des houphouétistes, avec à leur tête le Chef de l'État, Alassane Ouattara, feront le déplacement au caveau familial pour se recueillir sur la tombe d'Houphouët-Boigny. La date du 6 décembre sera marquée par plusieurs activités dont une rencontre du Président Ouattara avec la chefferie baoulé et une autre avec la Chambre nationale des rois et chefs de Côte d'Ivoire. Il est également prévu une exposition photos à la Fondation Félix Houphouët-Boigny. Ainsi qu'une messe à la Basilique Notre Dame de la Paix et une prière à la grande mosquée de la ville. Cette journée sera clôturée par une soirée d'hommage au cours de laquelle il y aura des projections de films, des témoignages, un concert, etc.

Deux pagnes conçus spécialement pour la circonstance sont mis en vente. Les étoffes ont été présentées par la ministre Raymonde Goudou-Coffie. L'une est à l'effigie du Président Houphouët-Boigny et l'autre pré-

sente le Président Alassane Ouattara à côté du père de la nation ivoirienne.

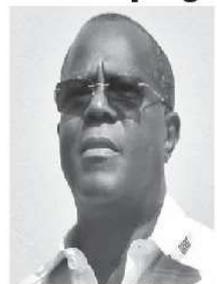
« La direction du parti est à pied d'œuvre pour permettre aux Ivoiriens de venir célébrer la paix et la fraternité sur la terre natale du Président Houphouët », a déclaré Adama Bictogo. Il a profité de l'occasion « pour inviter les Ivoiriennes et les Ivoiriens épris de paix, où qu'ils soient, à venir communier avec le président du parti dans notre belle capitale politique ».

Le comité d'organisation est supervisé par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly et le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio. Adama Bictogo a, à cette occasion, dressé un mini-bilan : 173 coordonnateurs régionaux, 269 coordonnateurs régionaux associés, 168 délégués départementaux, 468 départementaux associés, 335 délégués communaux, 890 délégués communaux associés, 528 délégués sous-préfectures, 1063 délégués sous-préfectures associés ont déjà installés. ■

MARCEL APPENA

Deuil

Doukouré Moustapha, ex-maire de Yopougon, est décédé



tiré sa révérence dans la matinée d'hier. L'information répandue sur la toile aux environs de midi, le même jour, a été confirmée en début d'après-midi par une source bien introduite dans la section des jeunes du parti septuagénnaire de Yopougon.

Doukouré Moustapha a été maire de cette commune de 1985 à 1990 puis de 1995 à 2000 avant de céder son fauteuil à Gbanaman Djidan Félicien. «Doukouré Moustapha» a tenté de reprendre son poste lors des élections locales d'octobre 2018, mais il est arrivé en troisième position, avec seulement 10,29% des suffrages exprimés, derrière l'actuel maire Gilbert Kafana Koné, 49,08% et Zié Coulibaly Daouda, 27,73%. ■

H. A.

Sara 2019 / Produits agricoles locaux

100 milliards de F Cfa pour accompagner la transformation

L'accord de financement signé entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le groupe Visa puis avec Global Africa integrated farms Pty Ltd s'inscrit dans le cadre du Programme national d'investissement agricole (Pnia 2).

Cent milliards de FCfa. C'est le montant qui devrait contribuer à accélérer la politique de transformation des produits agricoles, un projet cher au gouvernement. Selon une note du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, en marge du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019), le ministre de tutelle, Kobenan Kouassi Adjoumani, a organisé hier un déjeuner pour présenter les opportunités d'investissement dans le secteur agricole. Sur place, deux accords ont été signés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole (Pnia 2 d'environ 12 000 milliards de FCfa), lequel met un accent sur les Partenariats publics-privés (Ppp), ainsi que les projets novateurs portant



Kobenan Kouassi Adjoumani (4e de la gauche vers la droite) représentait le gouvernement à cette cérémonie. (Photo : DR)

sur la création de richesse et la sécurité alimentaire. Le premier entre le ministère de l'Agriculture et le groupe Visa, et le second, entre le ministère de l'Agriculture et Global Africa integrated farms Pty Ltd (Afrique du Sud).

Ces accords devraient permettre de faire de la production et de la transformation. Selon lui, à la suite de cette convention, toutes les chaînes de valeur seront développées dans le cadre du partenariat public/privé.

Il a, par ailleurs, fait savoir que le partenariat avec le groupe Visa consiste à faire du paiement électronique. Toujours selon le ministre Adjoumani, cette solution va également permettre d'éviter que les producteurs

soient grugés par des opérateurs économiques véreux. N'Dri Koffi Germain, maire de Tiébissou, a salué ce partenariat qui va également profiter à sa commune, avec la création de nombreux emplois pour les jeunes et les femmes. En effet, dans le cadre de ces accords, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et Global Africa integrated farms Pty Ltd envisagent de mettre

en place un programme agricole intégré à Tiébissou. Celui-ci consistera à concevoir et implanter une entreprise de chaîne de valeur agricole intégrée réunissant dans le cadre d'un Ppp, impliquant les principaux acteurs (Etat, grandes et petites exploitations agricoles commerciales, entreprises fournisseuses et consommatrices, et institutions de financement). ■

ANOH KOUAO

• La Fao apporte son soutien à la mise en œuvre de la stratégie nationale



David Solano, expert forestier de l'institution, a salué la volonté politique de la Côte d'Ivoire dans sa démarche de durabilité de l'agriculture et des ressources animales et halieutiques. (Photo : SÉBASTIEN KOUASSI)

• Eaux et Forêts

Alain Richard Donwahi dévoile les ambitions de la Côte d'Ivoire

Le ministre des Eaux et Forêts a présidé hier, dans le cadre du Sara 2019, la journée focus de son département ministériel. Elle avait pour thème : « Face aux changements climatiques et dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, quelles innovations technologiques pour une gestion durable des ressources forestières, fauniques et eau? ». Alain Richard Donwahi est « convaincu qu'ensemble, nous arriverons à relever le défi pour une Côte d'Ivoire plus verte et toujours riche de ses ressources naturelles gérées de façon durable ». Au dire du ministre des Eaux et Forêts, l'ambitieux politique de protection, de conservation et de développement de la faune et de la flore en cours en Côte d'Ivoire a toutes les chances de porter les fruits escomptés. Notamment les 10 actions majeures dans le secteur forestier, dont



Le ministre des Eaux et Forêts a remercié l'ensemble des partenaires pour l'accompagnement dont bénéficie son département. (Photo : SÉBASTIEN KOUASSI)

la nouvelle politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts adoptée en mai 2018, la stratégie de plus de 600 milliards de FCfa pour l'opérationnaliser et le cadre législatif promulgué en juillet 2019 pour l'encadrer. L'initiative cacao/forêts, la surveillance spatiale des forêts classées avec les

satellites et les drones, mais aussi l'opération dénommée "1 jour, 1 million d'arbres" suscitent également beaucoup d'espoir chez Alain Richard Donwahi. Pour protéger les animaux, le patron des Eaux et Forêts dit s'appuyer sur l'élaboration de l'avant-projet de loi portant gestion durable de la faune,

de la loi sur la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites), le renforcement de la lutte contre le braconnage et le trafic des animaux sauvages et la gestion des conflits Homme-Faune avec la pose de colliers électroniques sur les gros mammifères. Quant à la gestion des ressources en eau, les actions du ministère portent sur la création de la Direction générale dédiée, l'actualisation de la politique de l'eau et des textes réglementaires, le renforcement du cadre de gestion intégrée des ressources, à travers l'amélioration du dialogue avec l'ensemble des acteurs. Mais également sur le renforcement des relations avec les États membres, dans le cadre de la gestion des Autorités des bassins des cours d'eau transfrontaliers. ■

ABOUBAKAR BAMBA

Participant aux travaux de la Journée Focus du ministère des Eaux et Forêts, David Solano, expert forestier en mobilisation des ressources à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), a indiqué que son institution est prête à accompagner le maroquin dirigé par Alain Richard Donwahi dans la mise en œuvre de la stratégie nationale jusqu'en 2045. « Maintenant que le cadre législatif et les discussions pour une collaboration sont acquis, nous allons travailler à la mise en œuvre sur les 25 prochaines années. Dans un premier temps jusqu'en 2030, puis jusqu'en 2045, pour reconstituer le couvert forestier à hauteur de 20 % », a déclaré l'expert de la

Fao. David Solano a également fait savoir que l'accompagnement de la Fao se fera dans le sens d'aller vers une production agricole – notamment cacao/ivoire intensive – pour épargner la forêt. Mais, précise-t-il, cette intensivité ne consiste pas à utiliser le maximum d'intrants, mais plutôt à utiliser les nouvelles technologies qui permettent d'utiliser les moyens naturels et le rythme de la nature elle-même. L'objectif étant, selon lui, de permettre aux producteurs d'obtenir quatre à six fois le rendement actuel à l'hectare. L'expert de la Fao a aussi indiqué que l'organisation contribuera à renforcer l'aspect durable que le gouvernement a décidé de donner au second Programme national d'investissement agricole (Pnia 2). ■

ABOUBAKAR BAMBA

4^e Sommet mondial sur le genre à Kigali

Paul Kagame appelle au positionnement des femmes en Afrique

Les assises de Kigali sur le genre ont officiellement démarré depuis dimanche, dans la capitale rwandaise, en présence de plusieurs hautes personnalités.

La 4^e édition du sommet mondial sur le genre a ouvert ses portes à "Kigali convention center" au Rwanda, sur le thème central "Éliminer les obstacles à l'égalité des sexes". L'objectif de ces assises, selon les organisateurs, est de partager les meilleures pratiques et de catalyser les investissements afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde. Ce sont plus de 600 personnes venues des quatre coins du monde qui prennent part à cet important sommet dédié au genre. Au rang desquelles se trouvent de hautes personnalités dont deux Chefs d'Etat qui ont apporté un cachet particulier à cet événement. Il s'agit de Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et Sahle-Work Zewde, Présidente de la République fédérale d'Éthiopie. La seule femme présentement cheffe d'Etat en Afrique.



Le président du Rwanda (au centre) en compagnie du président de la Bad et la présidente de la République de l'Éthiopie (à sa gauche) et d'autres officiels.

Lors de la cérémonie officielle d'ouverture, le Président rwandais a lancé un message fort à toute l'Afrique. « Il y a beaucoup de choses à faire. Mais aujourd'hui, il est plus que jamais important d'impulser et de positionner les femmes dans tous les secteurs dans les États africains », a annoncé Paul

Kagame. Qui s'est appuyé sur la riche expérience de son pays pour inviter ses pairs à lui emboîter le pas. Au Rwanda, il y a une parité parfaite entre hommes et femmes au gouvernement. Et l'on dénombre plus de 61% de femmes au Parlement rwandais. Fort de cela, Paul Kagame a recom-

mandé : « Nous devons travailler de concert pour l'égalité des sexes ». C'est la raison pour laquelle il demande aux États africains de faire l'état des lieux et l'évaluation de leurs politiques en matière de genre pour apporter des me-

sures correctives. Dr Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement (Bad), lui, est revenu sur l'importance qu'occupe la femme dans la société et particulièrement dans les économies africaines. « Un monde intelligent doit investir dans les femmes et les jeunes filles », a-t-il indiqué. En prenant l'exemple du Rwanda qui a énormément investi dans les ressources humaines féminines pour son repositionnement sur l'échiquier international. Le président de la Bad a, par la suite, invité les banques commerciales à donner plus de crédits aux femmes. Car, dira-t-il, « la Bad est convaincue que les femmes sont bancables et remboursent mieux leurs prêts ». Et d'ajouter : « Lorsque nous aurons autonomisé les femmes, nos économies devraient aller mieux parce qu'elles voleraient avec leurs deux ailes ». Dr Akinwu-

mi A. Adesina ne perd toutefois pas de vue les nombreux défis auxquels les femmes sont confrontées. « Le défi ne porte pas seulement sur le nombre, c'est-à-dire la parité, mais sur les disparités entre les hommes et les femmes », a-t-il relevé. C'est la raison pour laquelle le président de la Bad pense qu'« un monde qui empêche les femmes de s'épanouir n'est pas un monde intelligent ». Quant à Soline Nyirahabimana, ministre du Genre et de la Promotion de la Femme du Rwanda, elle s'est réjouie des avancées réalisées pour la promotion du genre en Afrique. Avant d'inviter les uns et les autres à approfondir les réflexions lors de ce sommet mondial sur le genre. Lequel se poursuit jusqu'au 27 novembre dans la capitale rwandaise. ■

GUY-ASSANE YAPYENVOYE
SPECIAL A KIGALI (RWANDA)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

1. Objet

Le Syndic des habitants de la cité ALLABRA SOGEFIHA à la Riviera est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 6777.3 m², titre foncier 27266 au sein de la cité au niveau de l'entrée principale.

Le Syndic souhaite y faire réaliser un CLUB HOUSE.

Le Syndic recherche un Opérateur ou une Entreprise pour faire les études architecturales et techniques ainsi que la réalisation en BOT du Club House.

2. Procédure en 3 phases

Phase 1 : Expression d'intérêt et visite du site

Les Opérateurs ou Entreprises intéressés sont priés de contacter le bureau du syndic aux numéros suivants : 07 37 04 71/01 01 52 01/ 07 09 88 45 pour manifester leur intérêt et prendre RDV pour la visite et retirer le dossier contre paiement d'une somme de 50 000 F. Les visites du site auront lieu Les 3, 5, 6, 10, 12 et 13 décembre 2019.

Phase 2 : Dépôt de candidatures

Les candidats désireux de faire une proposition seront invités à le faire à l'adresse du bureau du syndic Riviera Allabra Sogefiha. **La date limite de transmission des offres est fixée au 20 décembre 2019 au secrétariat du syndic Allabra Sogefiha au 22 47 31 69 du** Lundi au vendredi de 9 h à 17 h

Phase 3 : Sélection

Un appel d'offres sera organisé pour les candidatures retenues

3. Renseignements complémentaires

Tout renseignement peut être obtenu du **lundi au vendredi de 10 h à 17 h** aux numéros suivants :

07 37 04 71
01 01 52 01
07 09 88 45

Traite, exploitation et travail des enfants en Côte d'Ivoire

Le Comité interministériel évalue le plan d'action national

Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Kouakou Abinan, a présidé, jeudi, à son cabinet à la Tour A au Plateau, une réunion du Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cim) en Côte d'Ivoire. La rencontre portait sur le Plan d'action national, mais surtout sur l'offensive qui entend mener la Côte d'Ivoire contre les allégations d'un journaliste et de deux sénateurs américains faisant état de l'exploitation d'enfants dans les plantations de cacao.

Pascal Abinan Kouakou a appelé les représentants des ministères membres du Cim à engager leur département dans le combat des autorités ivoiriennes pour le rétablissement de la vérité. « En Côte d'Ivoire, il n'y a pas d'enfants esdaves dans les champs de cacao », a-t-il rectifié. Selon lui, tout ce qui se raconte autour du cacao ivoirien menace gravement la commercialisation de ce produit phare de l'économie nationale. Il urge donc de prendre le taureau par les cornes pour rétablir la vérité. Comme le fait déjà avec hargne la Première dame, Dominique Ouattara, présidente du Comité natio-



La lutte contre le travail des enfants, une réalité en Côte d'Ivoire.

nal de surveillance de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cns), qui a effectué, récemment, une mission de haut niveau aux États-Unis. Martin N'Guettia de la Direction de la lutte contre le travail des enfants (Dlte) a indiqué que la Côte d'Ivoire a adopté un Plan d'action national 2019-2021 d'un coût d'exécution de 26, 068 milliards de FCfa. Ce plan s'articule autour de trois axes stratégiques d'intervention qui intègrent l'amélioration de l'accès des enfants aux services sociaux de base, la réduction de la vulnérabilité socio-économique des familles et des communautés ainsi

que l'amélioration du cadre institutionnel, juridique et programmatique de lutte contre le travail des enfants. Outre le point du travail des enfants dans la culture du cacao, Pascal Abinan a informé ses hôtes de l'avancée des préparatifs de la 14^e réunion régionale africaine de l'Organisation internationale du travail qui aura lieu, du 3 au 6 décembre, en Côte d'Ivoire. Il a fait savoir que les dirigeants de l'Éthiopie, de la République démocratique du Congo (Rdc) et du Kenya ont confirmé leur présence à l'événement. ■

GERMAIN GABO

4^e Sommet mondial sur le genre à Kigali

Paul Kagame appelle au positionnement des femmes en Afrique

Les assises de Kigali sur le genre ont officiellement démarré depuis dimanche, dans la capitale rwandaise, en présence de plusieurs hautes personnalités.

La 4^e édition du sommet mondial sur le genre a ouvert ses portes à "Kigali convention center" au Rwanda, sur le thème central "Éliminer les obstacles à l'égalité des sexes". L'objectif de ces assises, selon les organisateurs, est de partager les meilleures pratiques et de catalyser les investissements afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde. Ce sont plus de 600 personnes venues des quatre coins du monde qui prennent part à cet important sommet dédié au genre. Au rang desquelles se trouvent de hautes personnalités dont deux Chefs d'État qui ont apporté un cachet particulier à cet événement. Il s'agit de Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et Sahle-Work Zewde, Présidente de la République fédérale d'Éthiopie. La seule femme présentement cheffe d'État en Afrique.



Le président du Rwanda (au centre) en compagnie du président de la Bad et la présidente de la République de l'Éthiopie (à sa gauche) et d'autres officiels.

Lors de la cérémonie officielle d'ouverture, le Président rwandais a lancé un message fort à toute l'Afrique. « *Il y a beaucoup de choses à faire. Mais aujourd'hui, il est plus que jamais important d'impulser et de positionner les femmes dans tous les secteurs dans les États africains* », a annoncé Paul

Kagame. Qui s'est appuyé sur la riche expérience de son pays pour inviter ses pairs à lui emboîter le pas. Au Rwanda, il y a une parité parfaite entre hommes et femmes au gouvernement. Et l'on dénombre plus de 61% de femmes au Parlement rwandais. Fort de cela, Paul Kagame a recom-

mandé : « *Nous devons travailler de concert pour l'égalité des sexes* ». C'est la raison pour laquelle il demande aux États africains de faire l'état des lieux et l'évaluation de leurs politiques en matière de genre pour apporter des me-

sures correctives. Dr Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement (Bad), lui, est revenu sur l'importance qu'occupe la femme dans la société et particulièrement dans les économies africaines. « *Un monde intelligent doit investir dans les femmes et les jeunes filles* », a-t-il indiqué. En prenant l'exemple du Rwanda qui a énormément investi dans les ressources humaines féminines pour son repositionnement sur le échiquier international. Le président de la Bad a, par la suite, invité les banques commerciales à donner plus de crédits aux femmes. Car, dira-t-il, « *la Bad est convaincue que les femmes sont bancables et remboursent mieux leurs prêts* ». Et d'ajouter : « *Lorsque nous aurons autonomisé les femmes, nos économies devraient aller mieux parce qu'elles voleraient avec leurs deux ailes* ». Dr Akinwu-

mi A. Adesina ne perd toutefois pas de vue les nombreux défis auxquels les femmes sont confrontées. « *Le défi ne porte pas seulement sur le nombre, c'est-à-dire la parité, mais sur les disparités entre les hommes et les femmes* », a-t-il relevé. C'est la raison pour laquelle le président de la Bad pense qu'« *un monde qui empêche les femmes de s'épanouir n'est pas un monde intelligent* ». Quant à Soline Nyirahabimana, ministre du Genre et de la Promotion de la Femme du Rwanda, elle s'est réjouie des avancées réalisées pour la promotion du genre en Afrique. Avant d'inviter les uns et les autres à approfondir les réflexions lors de ce sommet mondial sur le genre. Lequel se poursuit jusqu'au 27 novembre dans la capitale rwandaise. ■

GUY-ASSANE YAPYENVOYE
SPECIAL A KIGALI (RWANDA)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

1. Objet

Le Syndic des habitants de la cité ALLABRA SOGEFIHA à la Riviera est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 6777.3 m², titre foncier 27266 au sein de la cité au niveau de l'entrée principale.

Le Syndic souhaite y faire réaliser un CLUB HOUSE.

Le Syndic recherche un Opérateur ou une Entreprise pour faire les études architecturales et techniques ainsi que la réalisation en BOT du Club House.

2. Procédure en 3 phases

Phase 1 : Expression d'intérêt et visite du site	Phase 2 : Dépôt de candidatures	Phase 3 : Sélection
Les Opérateurs ou Entreprises intéressés sont priés de contacter le bureau du syndic aux numéros suivants : 07 37 04 71/01 01 52 01/ 07 09 88 45 pour manifester leur intérêt et prendre RDV pour la visite et retirer le dossier contre paiement d'une somme de 50 000 F. Les visites du site auront lieu Les 3, 5, 6, 10, 12 et 13 décembre 2019.	Les candidats désireux de faire une proposition seront invités à le faire à l'adresse du bureau du syndic Riviera Allabra Sogefiha. La date limite de transmission des offres est fixée au 20 décembre 2019 au secrétariat du syndic Allabra Sogefiha au 22 47 31 69 du Lundi au vendredi de 9 h à 17 h	Un appel d'offres sera organisé pour les candidatures retenues

3. Renseignements complémentaires

Tout renseignement peut être obtenu du lundi au vendredi de 10 h à 17 h aux numéros suivants :

07 37 04 71
01 01 52 01
07 09 88 45

Traite, exploitation et travail des enfants en Côte d'Ivoire

Le Comité interministériel évalue le plan d'action national

Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Kouakou Abinan, a présidé, jeudi, à son cabinet à la Tour A au Plateau, une réunion du Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cim) en Côte d'Ivoire. La rencontre portait sur le Plan d'action national, mais surtout sur l'offensive qu'entend mener la Côte d'Ivoire contre les allégations d'un journaliste et de deux sénateurs américains faisant état de l'exploitation d'enfants dans les plantations de cacao.

Pascal Abinan Kouakou a appelé les représentants des ministères membres du Cim à engager leur département dans le combat des autorités ivoiriennes pour le rétablissement de la vérité. « *En Côte d'Ivoire, il n'y a pas d'enfants esdaves dans les champs de cacao* », a-t-il rectifié. Selon lui, tout ce qui se raconte autour du cacao ivoirien menace gravement la commercialisation de ce produit phare de l'économie nationale. Il urge donc de prendre le taureau par les cornes pour rétablir la vérité. Comme le fait déjà avec hargne la Première dame, Dominique Ouattara, présidente du Comité natio-



La lutte contre le travail des enfants, une réalité en Côte d'Ivoire.

nal de surveillance de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cns), qui a effectué, récemment, une mission de haut niveau aux États-Unis. Martin N'Guettia de la Direction de la lutte contre le travail des enfants (Dlte) a indiqué que la Côte d'Ivoire a adopté un Plan d'action national 2019-2021 d'un coût d'exécution de 26, 068 milliards de FCfa. Ce plan s'articule autour de trois axes stratégiques d'intervention qui intègrent l'amélioration de l'accès des enfants aux services sociaux de base, la réduction de la vulnérabilité socio-économique des familles et des communautés ainsi

que l'amélioration du cadre institutionnel, juridique et programmatique de lutte contre le travail des enfants. Outre le point du travail des enfants dans la culture du cacao, Pascal Abinan a informé ses hôtes de l'avancée des préparatifs de la 14^e réunion régionale africaine de l'Organisation internationale du travail qui aura lieu, du 3 au 6 décembre, en Côte d'Ivoire. Il a fait savoir que les dirigeants de l'Éthiopie, de la République démocratique du Congo (Rdc) et du Kenya ont confirmé leur présence à l'événement. ■

GERMAIN GABO

Transposition et application des textes de l'Uemoa

La Côte d'Ivoire réalise un taux de 80% en 2019

La rencontre avec le chef du gouvernement s'inscrit dans le cadre de la 5^e revue annuelle des réformes politiques, programmes et projets de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

En 2019, la Côte d'Ivoire s'est illustrée de la plus belle des manières en matière de transposition et application des textes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Au sortir d'une séance de travail avec le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, Abdallah Boureima, président de la Commission de cette Union, a annoncé à la presse que le pays a enregistré un taux « très satisfaisant » de transposition et d'application des textes de l'Union à hauteur de 80% contre 69% en 2018, soit une progression sensible de 11 points. C'est « la meilleure progression annuelle au niveau de notre Union », a fait remarquer le président de la Commission. Avant d'ajouter : « *Merci monsieur le Premier ministre ! Le pari a été gagné* ». Toujours selon le président de la Commission, pour l'essentiel des 113 textes, 100 sont entièrement appliqués ou alors appliqués à des taux importants allant jusqu'à



Abdallah Boureima, président de la Commission de l'Uemoa (à gauche) a remis les conclusions des travaux de la 5^e revue annuelle au chef du gouvernement. (PHOTO: VÉRONIQUE DADIÉ)

80%. « *Il reste donc quelques textes qui sont dans le chantier, et le Premier ministre vient de confirmer aujourd'hui même qu'il y a un texte important qui concerne le régime financier des collectivités*

territoriales qui pourrait être adopté dès demain. C'est dire que la physionomie de l'exercice 2020 s'affiche déjà et surtout avec le respect des trois critères de convergence, conformément à l'échéance

du pacte dont je viens de parler », explique-t-il. À l'occasion, Abdallah Boureima a saisi l'opportunité pour renouveler ses remerciements et sa profonde gratitude au Président Alassane Ouattara, président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union pour « sa constante disponibilité ». Cette rencontre avec le chef du gouvernement fait suite aux travaux des experts qui ont eu lieu du 21 au 23 octobre dernier à Abidjan, portant sur la 5^e revue annuelle des réformes politiques, programmes et projets de l'Uemoa. Le 25 novembre, toujours dans le cadre de cette 5^e revue, Abdallah Boureima a échangé, au Plateau, avec le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, sur les conclusions consignées dans un mémorandum et remises au Premier ministre hier. Gon Coulibaly, qui s'est également félicité de cette performance, a traduit toute sa reconnaissance au ministre ivoirien de l'Économie et des

Finances et son homologue auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État pour leur implication. Pour le Premier ministre, la Côte d'Ivoire devait « être le bon exemple » face aux autres États, et pour cause, Alassane Ouattara est président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union. « C'est pour cela que je voudrais me réjouir des résultats que nous avons obtenus », s'est-il félicité. Malgré ces performances, « il y a encore des insuffisances qu'il faut corriger de part et d'autre, au niveau des États et au niveau de la Commission de l'Union », estime M. Boureima. Concernant les

problèmes de convergence budgétaire, soutient le Premier ministre, « nous avons pris l'engagement de respecter notre engagement au niveau du Fonds monétaire international et de l'Uemoa ». Pour 2019, le déficit budgétaire de la Côte d'Ivoire, selon lui, devrait s'établir à 3% au maximum. À l'occasion, il a rassuré que la Côte d'Ivoire mettra tout en œuvre pour que les projets portés par l'Union soient réalisés dans les meilleurs délais, avec efficacité. « C'est ce qui permet d'améliorer les conditions de vie de nos compatriotes », conclut-il. ■

ANOH KOUAO

Développement de la petite mine en Côte d'Ivoire

Le 3^e chantier-école ouvre à Buyo

Jean-Claude Kouassi, ministre des Mines et de la Géologie, a lancé le 22 novembre, dans le village de Lobo-ville (Buyo, sud-ouest), le projet de chantier-école en présence de plusieurs personnalités de la région. Selon une note du ministère transmise aux médias, ce projet vient non seulement former les jeunes aux techniques d'exploitation minière artisanale et semi industrielle, mais aussi leur donner, à l'issue de leur formation, l'opportunité de s'insérer dans le tissu socio-professionnel. C'est le 3^e du genre après ceux de Bouaflé et Katié. Il sera suivi de celui de Hiré dans ce mois de décembre. Jean-Claude Kouassi a invité les impétrants à suivre assidument la formation et à mettre en œuvre les méthodes et techniques d'exploitation minière artisanale qui leur seront enseignées. Il a salué l'engagement des populations et, dans le même temps, a donné l'assurance que le ministère des Mines et de la Géologie se tient prêt à accompagner toutes les personnes désireuses de pratiquer l'exploitation légale.

« *Je sais que nombre d'entre eux sont désireux de travailler pour sortir du carcan de la clandestinité, qui met chaque jour leur santé et leur intégrité en danger* », a déclaré le ministre à l'endroit des orpailleurs clandestins. Il les a invités à prendre attache avec les directions régionales des Mines et de la Géologie pour intégrer les chantiers écoles. Le projet chantier école a été institué par le Conseil des ministres du 12 décembre 2018. Il vise à dispenser une formation initiale et qualifiante en présentiel et en alternance, aux jeunes Ivoiriens en vue de les doter des qualifications professionnelles nécessaires pour opérer dans le secteur de la petite mine, en lien avec les potentialités de la Côte d'Ivoire et les exigences environnementales, fiscales et sociales. Il vise également à organiser des formations complémentaires au profit des détenteurs d'autorisations d'exploitation minière artisanale et semi-industrielle en activité, et à promouvoir l'entrepreneuriat et développer la culture d'entreprise chez les jeunes Ivoiriens dans le secteur de la petite mine. ■

A. KOUAO

FRANCIS KOUAMÉ

Séoul Forum 2019

Des opportunités d'investissement présentées aux entreprises coréennes

La 4^e édition de « Séoul Forum », un rendez-vous annuel de coopération économique entre entreprises ivoiriennes et coréennes, s'est tenue hier au Novotel d'Abidjan-Plateau. Représentant Amadou Koné, le ministre des Transports, Diomandé Mamadou, son directeur de cabinet a salué les liens d'amitié unissant la Côte d'Ivoire et la Corée, deux partenaires de longue date. « *A travers la Corée, nous trouvons une source d'inspiration* », a laissé entendre Diomandé Mamadou. Qui a fait savoir aux entreprises coréennes que la Côte d'Ivoire est un pays ouvert ; un pays qui veut s'appuyer sur tous ses partenaires, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, pour assurer de meilleures conditions de vie aux populations. Rappelant les importantes réformes menées pour améliorer le climat des affaires et le code des investissements, le représentant du ministre



Les organisateurs veulent davantage de coopération dans le secteur des infrastructures.

des Transports a indiqué que la Côte d'Ivoire est engagée dans une dynamique d'industrialisation. Il n'a pas manqué d'exhorter les entreprises coréennes à s'intéresser au secteur des transports (aérien, routier, maritime), mais aussi au secteur agricole. « *Nous sommes un pays très riche en agriculture et toutes les productions doivent être transformées localement* », a-t-il insisté. D'ailleurs, pour Lee Sang Ryul, ambassadeur

de la Corée en Côte d'Ivoire, après la hausse du taux moyen de croissance (entre 8 et 9%), la Côte d'Ivoire a désormais besoin de transformer structurellement son économie par l'accélération de l'industrialisation et le développement du secteur privé. « *Le secteur privé est important car il peut jouer un rôle clé pour le saut dans la deuxième phase de l'économie ivoirienne pendant la période 2020-2030* », a-t-il

fait savoir. Pour Choi Yeon-ho, président de la fondation Corée-Afrique, ce forum est un pont favorisant des rencontres à même d'améliorer la coopération économique. Adama Yéo (secrétaire général du Bnetd), Touré Sultan (directeur de la programmation et des investissements publics au ministère du Plan et du Développement), pour ne citer que ceux-là, ont présenté les opportunités d'investissement dans les secteurs des transports, de la construction et de l'urbanisme en Côte d'Ivoire. Plusieurs entreprises coréennes (Korea expressway, Keppo, Samsung...) ont également présenté leur savoir-faire. Des échanges ont eu lieu et des idées de partenariat ont émergé. Cette 4^e édition du « Séoul Forum » a enregistré la présence de plus d'une vingtaine d'entreprises coréennes.

Opération "Agir pour les jeunes"

Gon Coulibaly remet des chèques à 500 bénéficiaires du Hambol ce mercredi

Le Premier ministre fera des heureux parmi les jeunes à l'occasion de la visite du Chef de l'État.



toute l'étendue du territoire national. À travers ce programme d'entrepreneuriat, piloté par l'Agence emploi jeunes (Aej), le gouverne-

ment entend lutter efficacement contre le chômage des jeunes en encourageant l'auto-emploi. Les bénéficiaires du projet

reçoivent, à titre individuel, un prêt plafonné à 1 000 000 de F Cfa pour la création d'une Activité génératrice de revenus (Agr).

Pour les projets collectifs, le financement culmine à 2 500 000 de F Cfa ■

GERMAIN GABO

Les premiers bénéficiaires de l'opération « Agir pour les jeunes », lancée le 2 septembre dernier par le ministre Mamadou Touré, vont recevoir leurs chèques ce mardi 27 novembre des mains du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ce sont 500 jeunes porteurs de projets du Hambol, qui recevront leur financement, en marge de la visite d'État du Président de la République Alassane Ouattara dans

la région. Cette première vague recevra une enveloppe d'un montant de 256 410 000 F Cfa. Les autres bénéficiaires du projet, qui vise 19 500 jeunes à l'échelle nationale, percevront leur financement progressivement. Les remises de chèques se feront dans 45 villes et localités de Côte d'Ivoire. À la clôture des inscriptions pour ce programme, le 30 septembre 2019, plus de 93 000 jeunes Ivoiriens, âgés de 18 à 40 ans, ont été enregistrés sur

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna à N°CIV0044 du 17 avril 2016
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

AVIS DE RESULTATS

DDP N°RSP52/2018

Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités de San-Pedro, de Daloa et d'Odienné – Lot (02)

I. ATTRIBUTAIRE

NOM : Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC

ADRESSE : 03 BP 2388 Fidirossé Jacquot 03 – Tel (229) 21 30 39 75

MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

MONTANT DE L'OFFRE EVALUE : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

MONTANT DU MARCHÉ : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES

Consultants	Evaluation technique		Evaluation financière			Evaluation combinée	
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	Classement
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F	
Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC	89,60	71,68	757 200 000	100	20	91,68	1 ^{ère}
Groupement FACE/IDC	83,83	67,06	875 299 750	88,51	17,30	84,36	3 ^{ème}
Groupement SONED AFRIQUE CAAS /BANI	81,96	65,57	789 447 126	95,92	19,18	84,75	2 ^{ème}
Groupement CAEM/ MEMO/ DELTA INTERNATIONAL	81,55	65,24	1 376 497 699	55,05	11,01	76,25	4 ^{ème}

NB : Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet
Abidjan, Cocody - Il Plateaux 7^{ème} Tranche ; ilot n° 227 ; lot n° 2684
Tél. (225) 57 65 68 53
E-mail : ugp.pcelfi3@gmail.com

Troubles de l'audition L'Oipa rassemble les 22 porteurs d'implants de Côte d'Ivoire

C'est dans une ambiance conviviale que s'est tenue, le 23 novembre à Yopougon (Abidjan), la première édition des journées familiales consacrées aux personnes porteuses d'implants cochléaires en Côte d'Ivoire. Plus connus sous l'appellation d'implants auditifs, ces appareils médicaux, une fois installés dans l'oreille via une intervention chirurgicale, améliorent nettement la perception auditive des patients. Cette rencontre a réuni les 22 enfants implantés auditifs du pays, ainsi que leurs parents. C'est une initiative de l'Organisation ivoirienne pour la parole et l'audition (Oipa). Placée sous le thème : « Mon voyage avec l'implant cochléaire », cette journée a été l'occasion pour les enfants implantés d'exprimer leur joie de vivre retrouvée. Selon l'ini-

tiateur de cette journée, le Pr Rith Pascal Adjoua, président de l'Oipa, cette rencontre visait aussi à mettre en relation les parents de ces enfants implantés, en vue de créer une plateforme de collaboration. «Après le placement de l'appareil auditif, survient la phase de rééducation et d'entretien du dispositif auditif. L'implantation peut aussi générer de nombreux problèmes, qui peuvent s'avérer complexes pour certains parents dans bien des cas. Il était important de fédérer ces parents au sein d'une organisation pour favoriser leurs partages d'expériences et les échanges d'informations», a-t-il expliqué. Aussi cette rencontre a-t-elle servi de cadre pour jeter les bases de la création d'une association des parents d'enfants implantés auditifs en Côte d'Ivoire. ■

DRAMOUS YÉTI

• Semaine africaine de vulgarisation agricole (Sava)

Plus de 600 experts réunis à Abidjan

C'est lors de sa 15^e session ordinaire en 2017, tenue à Durban, en Afrique du Sud, que la Côte d'Ivoire a été retenue par l'Assemblée générale de l'Afaas pour l'organisation de la 4^e édition de la Sava.

En marge du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019) qui a démarré depuis le 22 novembre, la 4^e Semaine africaine de vulgarisation agricole (Sava), a officiellement été lancée par le vice-Président Daniel Kablan Duncan. C'était hier à l'hôtel Radisson Blu, route de l'aéroport. Ce sont plus de 600 participants de haut niveau, venus de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, qui prennent part à cet important rendez-vous qui s'achève le 29 novembre prochain.

Placée sous le thème « *Sec-teur privé et conseil agricole: quelles synergies pour un développement durable de l'agriculture en Afrique ?* », cette Semaine est organisée par le ministère ivoirien



De part leur présence massive à la Sava, les autorités ivoiriennes ont manifesté leur intérêt pour ce salon. (PH: Sébastien Kouassi)

de l'Agriculture et du Développement rural, l'Agence nationale d'appui au développement rural (Anader) et le Forum africain pour les services de conseil agricole

(Afaas). Durant cinq jours, les participants se pencheront sur les questions liées au rôle incontournable du secteur privé dans le conseil agricole, l'entrepreneuriat

des femmes et des jeunes, le changement climatique, le développement des chaînes des valeurs et le financement du secteur. La Sava vise à apporter une contribution à

la vulgarisation et au conseil agricole en vue d'accélérer le développement agricole durable en Afrique, un marché de plus de 1,2 milliard d'habitants. « *La Sava constitue une opportunité pour partager les connaissances, pour discuter des innovations récentes pour le conseil agricole* », ajoute le directeur général de l'Anader, Dr Sidiki Cissé.

Malgré les opportunités dont elle regorge, l'Afrique peine encore à tirer pleinement profit de ce secteur. Chaque année, le continent dépense beaucoup dans l'importation de produits alimentaires. En 2016, la facture s'est élevée à quelque 35 milliards de dollars Us (environ 21 000 milliards de FCfa).

Le vice-Président de la République a salué la mobilisation que suscite cet événement, mais également les

organiseurs pour le choix porté sur la Côte d'Ivoire. Il a regretté « *la faible collaboration irrégulière et informelle* » existant entre les conseils agricoles et le secteur privé avant d'appeler à « *combler ces lacunes* ». Pour le ministre de la Riziculture, Gaoussou Touré, face aux défis auxquels l'Afrique est confrontée dans le secteur, « *l'accès aux services de conseil agricole s'impose* » pour accompagner les producteurs.

C'est lors de sa 15^e session ordinaire, en 2017, tenue à Durban, en Afrique du Sud, que la Côte d'Ivoire a été retenue par l'Assemblée générale de l'Afaas pour l'organisation de la 4^e édition de la Sava. Le Botswana, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud ont eu l'occasion d'accueillir cette importante biennale. ■

ANOH KOUAO

• Les Pays-Bas mettent leur expertise agricole au profit de la Côte d'Ivoire

Une vingtaine d'entreprises néerlandaises participent à l'édition 2019 du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019). La volonté affichée par la partie hollandaise conduite par l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, Robert Van Den Dool, hier, à l'ouverture des travaux qui se sont déroulés dans le cadre de la journée dédiée aux Pays-Bas, c'est de faire profiter à l'agriculture ivoirienne des dernières innovations dans le secteur. Le chef de la mission diplomatique néerlandaise en Côte d'Ivoire a expliqué ce choix par le fait que la Côte d'Ivoire est un pays essentiellement agricole, mais également parce qu'elle tient une place stratégique dans la sous-région ouest-africaine. « *Partenaire important pour les Pays-Bas, la Côte d'Ivoire fait office de panier de provisions et de plaque tournante des transports pour toute la région qui utilise ses ports pour l'essentiel des importations et exportations. Ce pays*



L'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, Robert Van Den Dool. (PH: S. Kouassi)

est le moteur économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), avec 40% du Pib et 60% des exportations agricoles de la zone », a-t-il souligné. Au dire de Robert Van Den Dool, ce sont ces acquis qu'il faut renforcer dans le cadre d'un partenariat efficace. Pour ce faire, il a indiqué qu'il faut mettre les innovations, notamment technologiques, à la disposition du secteur agricole pour atteindre les objectifs prioritaires tels que la sécurité alimentaire. « *Cependant, pour atteindre la sécurité*

alimentaire, la production agricole nette doit plus que doubler en Afrique. La Côte d'Ivoire a donc besoin d'une transformation structurelle du secteur agricole afin d'augmenter la productivité, réduire les pertes après récolte et créer des emplois pour une population (jeune) en croissance », a fait savoir le diplomate. D'autant plus qu'en Afrique, plus de quinze millions d'emplois par an devront être créés au cours des 20 prochaines années pour accueillir les nouveaux venus sur le marché du travail. ■

ABOUBAKAR BAMBA

• La culture sous serre vulgarisée au Sara

Le Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (Firca), agent d'exécution du projet d'appui au développement des filières manioc et maraichers (Pro2m), a choisi la plateforme du Sara pour vulgariser, notamment la culture sous serre. Composé de trois volets (manioc, maraichers et nutrition), le Pro2m est financé par l'Union européenne sur le Fed/2017/890-44. Ses objectifs sont : contribuer à la sécurité alimentaire par la promotion d'une production vivrière (autre que le riz) moderne, durable, résiliente aux changements climatiques et par une commercialisation fiable et équitable permettant un approvisionnement régulier des marchés ; promouvoir une filière maraichers plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois, maîtrisant sa production et sa commercialisation ; promouvoir aussi une filière manioc plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois, maîtrisant également sa produc-



La technique des serres suscite un intérêt certain. (PH: DR)

tion et sa commercialisation. Concernant spécifiquement le volet maraichers, onze serres de production ont été installées dans des localités autour d'Abidjan (Alépé, Croix, Adzopé, Assouindé, Bingerville, Azaguié, Petit Danané, Port Bouet, Kogofon, Yopougon, Petit Yapo et Bonahouin). Pour vulgariser ce projet, le Firca a installé un prototype de serres dotées d'un système d'aération contrôlant la température et l'humidité, et alimentées à partir d'un système d'énergie solaire. Selon les experts du Firca,

ces serres ont l'avantage d'avoir un rendement de plus de cinq fois supérieur à celui des exploitations ordinaires. De plus, l'environnement contrôlé qu'elles créent permet de produire en période de contre-saison. Ce qui offre aux producteurs la possibilité d'être sur le marché à toutes les périodes de l'année, d'une part et d'avoir des produits maraichers à vendre à des périodes où leurs prix sont en hausse du fait de leur rareté sur le marché. ■

DAVID YA

Sortie de la 42^e promotion de l'Ecole nationale de Police Sidiki Diakité engage les nouveaux policiers à la rigueur et à la probité

Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a parrainé, hier, la cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes des 1972 officiers et sous-officiers de la promotion 2018-2020.



Le parrain a été gratifié d'un magnifique défilé. (PHOTOS : MONSAN JUJEN)



besoin dans l'épreuve», a-t-il indiqué.

Au cours du cérémonial, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Diomandé Vagondo, a, en sa qualité de ministre de tutelle, distingué de la médaille d'honneur de la Police nationale avec palme les ministres Hamed Bakayoko et Sidiki Diakité. Il s'est félicité de la qualité de la formation des élèves policiers, qui font de plus en plus preuve de professionnalisme dans l'exercice de leur mission de sécurité et de protection des populations. La cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes aux élèves policiers de la promotion "Sidiki Diakité", a donné lieu, outre les discours, à un défilé exécuté par quatre sections d'officiers et six sections de sous-officiers ■

GERMAIN GABO

Fort de 1972 élèves, à savoir 593 officiers (486 hommes et 107 femmes) et 1379 sous-officiers (1227 hommes et 152 femmes), la 42^e promotion sortante de l'Ecole nationale de police a été baptisée, hier, par le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité. Le parrain, qui avait à ses côtés le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, a exhorté ses filleuls à faire siennes les valeurs de leur devise : «Engagement, probité et rigueur». Il a judicieusement fait remarquer que ces nouveaux fonctionnaires de la Police nationale entrent dans la vie active au moment où la Côte d'Ivoire

s'apprête à aborder une page importante de son histoire, avec les prochaines élections présidentielle, législatives et locales. « À ce titre, vous serez sollicités plus que d'autres ne l'ont été. Vous devez faire preuve, comme votre devise vous le recommande, d'engagement, de probité et de rigueur », a insisté Sidiki Diakité. Avant d'ajouter que « les instructions du Président de la République, Alassane Ouattara, sont claires. La Côte d'Ivoire a consenti d'énormes efforts pour reconstruire les fondamentaux de son développement, pour recoudre le tissu social fissuré. Ces élections ne doivent pas nous faire perdre le bénéfice de ces acquis. Il vous

appartiendra de faire en sorte que l'ordre public soit maintenu partout où cela sera nécessaire dans le respect des droits de l'homme et de la gestion

des foules ». Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a également engagé encadreurs, parents et connaissances

des nouveaux policiers à les soutenir dans leur mission de maintien de l'ordre public. « Votre soutien sera la source d'énergie extérieure dont ils auront

Cancer / Vih Sida

500 personnes dépistées gratuitement par la mairie de Treichville

Cinq cent (500) personnes dont 398 femmes de la commune de Treichville ont bénéficié de prestations gratuites de dépistage du Vih sida, des cancers du col de l'utérus et du sein (pour les femmes). C'était le 22 novembre au dispensaire municipal de ladite commune, à la faveur des activités de prévention sanitaire. Le programme a

été mené en collaboration avec l'Association ivoirienne pour le bien-être familial (Aibef), au grand bonheur des populations. « Nous ne pouvons que saluer nos autorités municipales pour cette grande action. Merci surtout au ministre François Albert Amichia. En tant que femmes, nous sommes exposées à un bon nombre de maladies», a indiqué Konan Alice, une

bénéficiaire. Qui a aussi invité d'autres femmes à profiter des prestations de dépistage gratuits. Le Directeur des Services Socio-culturels et de Promotion Humaine de la Mairie de Treichville (DSSCPH), Aly Tiero, a révélé que l'objectif du maire et du conseil municipal est de poser des actions ciblant la prévention, en se référant à l'adage qui dit : « Mieux vaut prévenir que guérir ».

« Grâce aux actions du ministre François Albert Amichia et du Conseil municipal, nous avons organisé plusieurs campagnes de sensibilisation et de dépistage de certaines maladies métaboliques (Vih sida, hypertension artérielle, diabète et cancer de la prostate », a-t-il précisé ■

ISABELLE SOMIAN
Source : Sercorn

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Agence Nationale De l'Environnement
ANDE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

ENQUETE PUBLIQUE A KORHOGO

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEED), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL MILITAIRE A KORHOGO, présenté par la MEMDEF, une Enquête Publique est organisée du VENDREDI 22 NOVEMBRE 2019 au JEUDI 05 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la PREFECTURE DE KORHOGO pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE
Mme Madeleine Sopi ACKO

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Agence Nationale De l'Environnement
ANDE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

ENQUETE PUBLIQUE A COCODY

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEED), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RADIOTHERAPIE AVEC INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE DERNIERES GENERATIONS, présenté par la PISAM, une Enquête Publique est organisée du VENDREDI 22 NOVEMBRE 2019 au JEUDI 05 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la MAIRIE DE COCODY pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE
Mme Madeleine Sopi ACKO

Filière cajou, TNT, code général des impôts...

D'importants projets de loi adoptés par les sénateurs

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, était hier face à la Commission des affaires économiques et financières (Caef) du Sénat à Yamoussoukro.

De grandes innovations introduites dans la filière cajou. Le taux du Droit unique de sortie (Dus) applicable aux exportations de noix de cajou est fixé désormais à 7%, contre 10% antérieurement. Il s'applique sur une valeur taxable déterminée sur la base de la valeur CAF de référence des produits exportés. Mais au-delà, en vue de soutenir le développement durable de la filière anacarde, il est institué une taxe de 30 CFA/kg de noix brutes de cajou exportées. Cette taxe pour le soutien au développement est collectée par le Conseil du coton et de l'anacarde, dans les mêmes conditions que les autres taxes perçues sur la dite filière. Selon la clé de répartition des 30 F, 20 F iront au remboursement du prêt contracté auprès de la Banque mondiale



Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. (PH: DR)

sur son guichet Bord Enclave, pour la mise en œuvre du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde et 10 F pour le soutien à la structuration.

Il s'agit en premier du projet de loi ratifiant l'ordonnance N° 2019-289 du 3 avril 2019 fixant le taux du Dus sur les exportations de noix de cajou et en second, du projet de loi portant ratification de l'ordonnance N° 2017-822 du 14 décembre 2017 instituant une taxe sur les exportations de noix brutes de cajou pour le soutien au développement durable de la filière anacarde. Selon le ministre Moussa Sanogo, la Côte d'Ivoire qui tient le rang de leader mondial du cajou va enregistrer, pour cette campagne 2020, une production de 869.000t, contre 800.000t en 2019. Au total, cette filière, a-t-il indi-

qué, rapporte plus de 600 milliards Fcfa à l'économie ivoirienne. Au cours de ces mêmes travaux, Moussa Sanogo a réussi à convaincre les membres de la Caef, sur la nécessité de ratifier l'ordonnance N°2019-391 du 8 mai 2019 portant exonération de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les équipements nécessaires à la réception du signal de la Télévision numérique terrestre (TNT) qui entre en vigueur à partir du 17 juin 2020. Ce projet de loi a été également voté à l'unanimité. Le ministre était également porteur de trois autres projets de loi, face aux sénateurs. L'un portant ratification de l'ordonnance N°2017-770 du 22 novembre 2017 portant exonération des droits domaniaux et de publicité foncière en faveur de Côte d'Ivoire Énergies, en abrégé Ci-Energies, l'autre

portant ratification de l'ordonnance N°2017-769 du 22 novembre 2017 modifiant les articles 151, 166, 277 et 623 du Code général d'État des impôts. Et enfin le projet de loi portant ratification de l'ordonnance N 2019-390 du 8 mai 2019 portant légalisation du régime fiscal et douanier prévu par le contrat de partenariat relatif à la conception, au financement, à la mise en place, à l'exploitation, au maintien en condition, à la mise à niveau et renouvellement du Registre national des personnes physiques en Côte d'Ivoire, conclu le 8 avril 2019 avec la société Semlex Côte d'Ivoire. Ce dernier projet qui a enregistré la réserve du groupe parlementaire Pdc-Rda, en raison des procès dans lesquels la société Semlex est impliquée dans deux pays, a été voté par 10 sénateurs sur les 14 ayant pris part aux travaux. ■

NDRI CÉLESTIN

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DEXCO

COMMUNIQUÉ

Il est porté à la connaissance des candidats à la soutenance de rapport de stage du Brevet de Technicien Supérieur (BTS), pour la session de décembre 2019, que les inscriptions seront ouvertes du vendredi 22 novembre au vendredi 13 décembre 2019, selon la procédure suivante :

ÉTAPE 1 : S'INSCRIRE SUR LA PLATEFORME DU MESRS

- 1- Payer les frais d'inscription de cinq mille francs CFA (5 000FCFA) via Mobile Money ;
- 2- Se rendre sur la plateforme www.examensbts.net pour valider son paiement à l'aide de la référence de paiement obtenue en -1 et remplir sa demande de soutenance ;

NB : Vérifier que les informations sont justes et conformes ;

- 3- Choisir son jour de dépôt de dossier ;
- 4- Imprimer la fiche d'inscription puis la fiche d'évaluation du stage à déposer chez le Maître de stage pour la notation.

ÉTAPE 2 : SE RENDRE À LA DEXCO SUR RENDEZ-VOUS MUNI DES PIÈCES SUIVANTES :

- 1- Deux exemplaires du rapport de stage ;
- 2- Une photocopie de l'attestation d'admissibilité ;
- 3- Une copie de la fiche d'inscription.
- 4-

NB :

- Les stages effectués dans les établissements ou cabinets de formation ne sont pas valables.
- Les candidats admissibles à la session du BTS 2019 ne sont pas concernés.
- Chaque candidat est prié de respecter sa date de dépôt de rapport.

Dr Abdallah Albert Toikeusse MABRI

Sara 2019

Le Conseil Hévéa Palmier à huile présente son savoir-faire

Au cours de la 5e édition du Salon International de l'Agriculture et des ressources animales (Sara), qui a ouvert ses portes le 22 novembre, s'il est un stand qui n'a pas désempli, c'est bien celui du Conseil Hévéa Palmier à huile, l'organe de régulation, de contrôle et de suivi des activités des filières hévéa et palmier à huile. Collectivités territoriales, organisations professionnelles, experts et Ong, producteurs, tous ont pris d'assaut le stand de 30m2 qu'occupe cette structure sous la tutelle du ministère de l'Agriculture pour s'informer des opportunités réelles qu'offrent les deux filières. Occasion idoine pour le directeur général du Conseil, Coulibaly Fougnygué Edmond, de présenter les attributions du conseil qui sort, entre autres, la réglementation des activités d'en-

cadrement des plantations villageoises, la fixation des règles de positionnement géographique des unités de transformation de fonds de tasse ou de régime de palme dans les zones de production. « Notre mission est de contribuer à l'amélioration des revenus et des conditions de vie des producteurs, par une réforme des mécanismes de prix et l'amélioration de la productivité », fait savoir Coulibaly Fougnygué, tout en se réjouissant de l'organisation de la 5e édition du Sara qui est une opportunité pour cet organe de régulation de s'ouvrir au grand public. Edmond Coulibaly est, par ailleurs, revenu sur les performances de la filière hévéa. À l'en croire, le verger a quasiment doublé entre 2011 et 2017, passant de 318 000 ha à 600 000 ha, avec un taux de plantations immatures d'environ 30%. En ce qui concerne l'huile de palme, il précise que la Côte d'Ivoire est le 2e producteur africain, après le Nigeria, avec une production d'huile brute d'environ 500 000 tonnes. ■

COMMUNIQUÉ

Monsieur **AKOTO ADON CYPRIEN**, Médecin Urgentiste, anciennement médecin vacataire au sein du service médical de la **Société de Commercialisation Café-Cacao (S3C)**, n'y exerce plus depuis le **31 Octobre 2019**.

Par conséquent, la Société décline toute responsabilité quant aux actions ou agissements que ledit médecin pourrait poser en son nom ou pour son compte.

Abidjan, le 21 Novembre 2019

LA DIRECTION GENERALE

EMELINE AMANGOUA

Politique nationale d'investissement Des réformes en perspective

La politique nationale d'investissement, un programme de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le Développement (Cnuced), était hier au centre d'un atelier.

Le ministère auprès du Premier ministre chargé de la Promotion de l'investissement privé, a organisé le 25 novembre, au centre de Conférences du ministère des Affaires étrangères, au Plateau, un atelier national d'examen de la politique nationale d'investissement, un programme de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Qui vise à accompagner les pays en développement à relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont confrontés afin de les engager sur la voie du développement durable. Cette rencontre a réuni, les experts africains, des partenaires au développement, ainsi que des représentants du gouvernement. Mme Chantal Dupasquier, cheffe des examens des politiques d'investissement de la (Cnuced), a indiqué que les investissements étrangers



Diarra Ibrahima (au centre) a salué l'examen de la politique d'investissement de la Côte d'Ivoire élaborée par la Cnuced. (PH: DR)

Directs (Ied) en Côte d'Ivoire ont atteint 913 millions de dollars Us (soit plus de 502 milliards Fcfa) en 2018, selon le rapport sur l'investissement

dans le monde publié par la Cnuced en juin 2019. Cet examen, souligne Madame Dupasquier, vise à proposer des réformes afin d'attirer

de nouveaux investisseurs, d'encourager leur déploiement sur l'ensemble du territoire national, d'augmenter la valeur ajoutée des activités

qui découlent de ces Ied. Et surtout d'intégrer davantage les activités des opérateurs étrangers à l'économie locale pour en accroître les bénéfices. Pour le coordonnateur résident du Cnuced, Titiane Mboye, les flux de l'Ied entrant en Côte d'Ivoire, malgré une croissance nette de 17% sur la période 2016-2017, ne sont pas suffisants au regard du poids économique du pays dans l'espace Cedeao. « Cette hausse des Ied à destination de la Côte d'Ivoire masque une faible attractivité étant donné que sur 11 milliards de dollars Us dans cet espace, le pays n'a capté que 5,4% contre 30% pour le Ghana et 32% pour le Nigeria », a-t-il souligné, estimant que l'examen de la politique d'investissement dont le but est de proposer des réformes pour attirer les capitaux étrangers, est une opportunité à saisir par les autorités ivoiriennes.

Un appel saisi au bond par Diarra Ibrahima, directeur du cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé de la promotion de l'investissement privé. Pour lui, en se fixant pour objectif de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, le gouvernement a pris la pleine mesure du rôle que peut jouer l'investissement privé dans la croissance économique et la création d'emploi. « Le rapport d'examen de la politique d'investissement de la Côte d'Ivoire élaboré par la Cnuced est d'une importance fondamentale. Il se présente comme un outil juridique et institutionnel de référence international », a-t-il soutenu. Avant d'ajouter que les défis à relever restent l'amélioration du climat des affaires qui résulte de l'attraction des investissements directs étrangers. ■

EMÉLINE P AMANGOUA

Ministère des Mines et de la Géologie 26 retraités célébrés

Il s'agit de 26 agents du ministère des Mines et de la Géologie, tous grades confondus. Après 30 ans de service, ils sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Ces retraités ont été célébrés le 13 novembre, au siège de la Sodemi, à Cocody. Jean-Claude Kouassi, ministre des Mines et de la Géologie, a rendu hommage à ces travailleurs, femmes et hommes, qui ont « apporté leur contribution active au développement du secteur minier » en Côte d'Ivoire. Ces agents ont reçu, en présence des parents, amis et collègues venus nombreux les soutenir, plusieurs présents. Cette initiative, la première du genre dans ce département, selon Jean-Claude Kouassi, vient pour renforcer la cohésion entre les travailleurs encore en activité et les partants. « Notre objectif ici c'est, au-delà de perpétuer une tradition administrative qui tend malheureusement à disparaître, d'œuvrer à la cohésion entre nos personnels, de renforcer le sentiment

d'appartenance au ministère des Mines et de la Géologie et de consolider le lien indissoluble entre l'État et ses agents », a-t-il expliqué. Au cours de cette cérémonie, le représentant du gouvernement, entouré de ses plus proches collaborateurs, a annoncé deux mesures en faveur des agents à la retraite. A titre exceptionnel, ces anciens travailleurs vont percevoir deux trimestres de primes payées sur le fonds mines à compter du 1er janvier 2020. De même, le conseil de l'Ordre du mérite des mines se réunira en décembre pour arrêter la liste des récipiendaires qui seront distingués avant la fin du premier trimestre de l'année 2020. Avec une contribution au Pib de 2% en 2011, l'État fait du secteur des mines et de la géologie l'une de ses priorités. Fin 2018, sa contribution est passée à 4% et devrait franchir la barre de 4% à partir de 2020, selon les prévisions. ■

ANOHO KOUAO

Amélioration de la qualité des produits financiers Les fournisseurs formés sur la médiation

Dans le cadre de l'amélioration du système financier, le gouvernement a créé l'Observatoire de la qualité des services financiers (l'Oqsf-Ci), avec pour mission d'améliorer la qualité des produits et services financiers de détail, protéger les consommateurs des produits et services et diffuser la culture financière. Après les consommateurs, c'était au tour des fournisseurs de services financiers (Fsf) de bénéficier de la formation organisée par l'Oqsf-Ci sur les opportunités de la médiation dans le règlement de différends, le 21 novembre à la Chambre de commerce et d'industrie, à Abidjan. Dans son propos introductif de la formation, le secrétaire exécutif de l'Oqsf-Ci, Moussa Mamadou, a formulé un ensemble de questions autour des problématiques qui seront abordées. « Que recouvre le concept "médiation" ? Quels en sont les enjeux et objectifs, les domaines d'application voire d'intervention ? Quels en sont les avantages



Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité public (au centre) a invité les partenaires à s'approprier l'Oqsf-Ci.

et opportunités en général, et pour les fournisseurs de services financiers en particulier ? Quels en sont les contraintes et les limites ? », s'est interrogé Moussa Mamadou. Il a notamment indiqué que l'objectif du séminaire est de contribuer à renforcer la confiance entre les Fsf (banques, institutions de microfinance, sociétés d'assurances, sociétés émettrices de monnaie électronique...) et leurs clientèles respectives.

Le directeur général du Trésor et de la comptabilité publique, par ailleurs président du conseil d'orientation de l'Oqsf-Ci, Assahoré Konan Jacques, est revenu sur les raisons qui ont motivé la création de l'observatoire. « La compétitivité de l'économie ivoirienne souligne avec acuité la nécessité de proposer en permanence aux consommateurs des produits et services plus adaptés, de meilleure qualité et à moindre coût. C'est pour relever ce

défi que l'État a créé l'Oqsf-Ci qui est un outil de gouvernance gratuit, inclusif, équitable et indépendant, placé au cœur de la relation entre les fournisseurs de services financiers et leurs clientèles », a-t-il déclaré. « C'est ce à quoi s'emploie justement l'observatoire qui, dans le cadre de sa mission de protection des consommateurs, s'est doté d'un dispositif de médiation financière conforme au corpus de l'Ohada », a-t-il poursuivi. S'exprimant sur les avantages de la médiation, le président de la chambre professionnelle de médiation et de la négociation de Côte d'Ivoire, Daugaux Kouassi Yannick, qui a assuré la formation, a indiqué que la médiation a cela d'essentiel que ce sont les parties en conflit qui font le règlement. « Ce n'est pas une solution imposée, car le médiateur n'est qu'un facilitateur qui aide les parties à trouver une dynamique par elles-mêmes pour discuter et parvenir à une solution à leur conflit », a-t-il mentionné. ■

DAVID YA

Prix Pierre Castel

Les lauréates célébrées à Abidjan au SARA 2019

Les récipiendaires de la 2^e édition du Prix Pierre Castel ont été célébrées le 22 novembre 2019, sur le site du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Les lauréates de la 2^e édition du prix Pierre Castel ont été célébrées le 22 novembre 2019, sur le site du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. C'était en présence de nombreuses personnalités et invités parmi lesquels figurent les ministres ivoiriens, africains et français qui ont pris part à cette cérémonie.

Cette cérémonie s'est déroulée en marge de la conférence de haut niveau portant sur l'agriculture africaine face aux opportunités offertes par les innovations technologiques. Conférence animée par Abebe Haile-Gabriel, sous-directeur général et Représentant régional pour l'Afrique du Fonds des Nations unies pour l'alimentation. Elle a enregistré la présence de Jean-Claude Palu, administrateur au groupe Castel et président du conseil d'administration



Le Prix Castel a été remporté par trois jeunes dames. (Photo : Dr)

de Solibra, représentant du président-fondateur du groupe Castel, Pierre Castel, celle du directeur général du fonds Pierre Castel, Pierre De Gaétan Njikam. Ainsi que de nombreuses personnalités du monde institutionnel, en-

trepreneurial et politique. De hautes autorités ivoiriennes, notamment le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, et le ministre de l'Environnement et du développement durable, Jo-

seph Séka Séka, ont pris part à cet événement qui a réuni à Abidjan les trois lauréates du prix Pierre Castel.

Le prix Pierre Castel, qui soutient et accompagne financièrement des projets initiés par de jeunes entrepreneurs africains dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire a été remporté par trois femmes. Elles ont perçu, chacune, un chèque de 10 millions F Cfa, et bénéficieront d'un mentorat.

Il s'agit de Florence Bassono du Burkina Faso. Son prix lui a été remis par Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, en présence de Boubacar Soré, directeur général de Belwet industrie, représentant le parrain, le

Larlé Naaba. Florence Bassono est à la tête de « Faso Attiéké », une société de production de l'attiéké. Sa structure s'est hissée au rang de première entreprise industrielle du pays et a entamé des démarches devant lui permettre de décrocher la certification ISO 22000. Pour elle, le Prix Pierre Castel comme un stimulant pour « Faso Attiéké ». Ce qui lui permettra de développer davantage son réseau de distribution.

Dr Diana Mfondoum est la lauréate venue du Cameroun. Elle a reçu son chèque des mains du ministre ivoirien de l'Environnement et du développement durable, Joseph Séka Séka, et en présence de son parrain, M^r Jonathan Nyemb.

Le Dr Mfondoum est médecin chercheur. Son entreprise de phytothérapie, « The Moringa Company », produit un complément alimentaire sous forme de tisane. Cette tisane à des effets bénéfiques pour les porteurs du Vih et d'autres pathologies telles que la malnutrition, l'hypertension artérielle ou l'hypocalcémie. La lauréate a exprimé sa reconnaissance au groupe Castel et à son fondateur pour l'opportunité qui lui est offerte d'aller plus loin dans son activité.

La lauréate ivoirienne est Gladwis Yao. Son chèque lui a été remis par le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, et en présence de son parrain, Francis Batista, directeur général de Solibra. Mme Yao est diplômée en botanique et phytothérapie. Elle a fondé, il y a 3 ans, la Société ivoirienne de transformation du vivrier (Sitrav). Une entreprise de production d'épices, de piment et de poivre, qui contrôle environ 60% du marché national dans son secteur.

Il faut souligner que Mme Yao a été déclarée super lauréate du prix Pierre Castel 2019 avec son projet de production et de commercialisation d'épices en poudre sous la marque Mako. La lauréate a remercié le groupe Castel, mais également son parrain, Francis Batista. Avec le prix Pierre Castel, elle compte augmenter sa capacité de production et la rentabilité de son entreprise ■

CHEICKNA SALIFOU

Didier Guillaume (ministre français) salue Pierre Castel pour son « engagement en Afrique »

Avant la remise des prix, le directeur général du Fonds de dotation Pierre Castel, Pierre De Gaétan Njikam, a fait brièvement la genèse du Prix Pierre Castel. Il a rendu, par la suite, un hommage appuyé au patron du Groupe Castel, passionné par l'Afrique et soucieux de voir la jeunesse bénéficier de son potentiel. Selon M. Njikam, la vision de Pierre Castel est née de la « conviction d'une communauté franco-africaine d'entrepreneurs capables d'accompagner le continent africain dans cette dynamique vers l'émergence ». Pierre De Gaétan Njikam a remercié les autorités ivoiriennes, notamment le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire qui a « particulièrement œuvré pour que le Fonds de dotation Pierre Castel puisse

participer à cette exceptionnelle rencontre ». Jean-Claude Palu, représentant de M. Castel, a eu à l'endroit des lauréates, des mots d'encouragement. « Vous avez été choisies pour vos personnalités d'entrepreneures et le potentiel de vos projets. Nous vous mettons le pied à l'étrier. C'est à vous de faire le pas sûr. Nous serons là pour vous tenir la main », a signifié M. Palu.

Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a salué Pierre Castel, pour son « engagement en Afrique ». Il a indiqué que le Sara « a raison de mettre ces jeunes entrepreneurs à l'honneur parce que l'avenir du développement économique de l'Afrique passe par le développement de l'agriculture, des entreprises agroalimentaires ».

Quant au ministre ivoirien de l'Agriculture et du Dé-

veloppement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, il a été saisi par le fait que les lauréates de l'édition 2019 du Prix Pierre Castel étaient uniquement des femmes. Il a alors déclaré : « Mises dans les mêmes conditions que les hommes, les femmes font souvent mieux que les hommes. La preuve est là ».

Les trois lauréates du Prix Pierre Castel 2019 ont été jugées sur la force de leur activité, son impact social et économique sur l'écosystème local ainsi que sur les valeurs soutenues par le Fonds Pierre Castel, à savoir l'entrepreneuriat, la création de valeur, la pérennisation de l'emploi.

Le fait que le Prix Pierre Castel soit remis lors du Sara, salon de référence agricole de l'Afrique subsaharienne, est un formidable symbole ■

C. SALIFOU

L'histoire du Fonds Pierre Castel

Le Fonds Pierre Castel a été créé en septembre 2017. Il vise à soutenir des projets initiés par de jeunes entrepreneurs africains dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ce fonds rassemble des hommes et des femmes de bonne volonté qui mettent leur expertise au service d'une cause commune.

Pierre Castel et plusieurs personnalités engagées dans le devenir du continent

africain, dont Pierre Gaétan Njikam, décident de créer le Fonds de dotation Bordeaux-Afrique, qui deviendra le « Fonds Pierre Castel, Agir avec l'Afrique ».

Ils s'appuient pour cela sur le socle d'expériences du club Bordeaux-Cameroun France et notamment sur son programme de parrainage des jeunes entrepreneurs africains. Entre 2009 et 2017, ce programme a accompagné plus de 50 entrepreneurs issus de 5

pays d'Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal.

Il faut noter que le Prix Pierre Castel a été remis pour la première fois le 15 octobre 2018 à la Chambre de commerce et de l'industrie de Bordeaux. Trois pays étaient concernés par cette première édition : Burkina Faso, Cameroun et Côte d'Ivoire ■

C. S.

Après l'adoption du projet de budget-programmes 2020

Les députés de l'opposition demandent un standing ovation pour Moussa Sanogo

Au terme de trois jours de discussion, les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale ont adopté le projet de loi de finance 2020, dans la nuit du 21 au 22 novembre.

Le premier projet de budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire a été bien bâti et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, qui en est la cheville ouvrière, s'est montré brillant tout le long du processus. Ces compliments ne sont pas à prendre à la légère, puisqu'elles viennent des députés de l'opposition. Pendant les trois jours de travaux, les groupes parlementaires de l'opposition (Pdc, Rassemblement et Vox Populis) ont exécuté une consigne stricte qui était de voter l'abstention. En effet, après une séance marathon qui a démarré le 21 novembre à 10h pour s'achever le 22 novembre à 3h 40 minutes, par le vote du projet de loi de finances 2020, à la majorité des députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale, le député Gauzé Sépé, issu du Pdc-Rda, a adressé les félicitations et les encouragements de l'opposition au ministre Moussa Sanogo pour le travail abattu. « Des

gens nous diront : mais vous n'avez pas voté le budget qu'il a présenté. Ce n'est pas la qualité de son travail qui est en cause, mais c'est le jeu de la démocratie. Je dis au ministre : le travail est bien fait, qu'il sache que nous sommes avec lui », a-t-il déclaré, avant de demander un standing ovation pour le ministre du Budget. Tous les députés présents à l'hémicycle l'ont suivi en accordant, debout, des ovations nourries. Emu, mais pas surpris, le ministre Moussa Sanogo a salué, à la fin de la session, l'esprit républicain qui a prévalu tout le long des trois jours de discussion. Il a particulièrement exprimé sa satisfaction pour la qualité des échanges qui, nonobstant les difficultés liées à ce genre de processus, participe du renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance. « J'ai été heureux de participer à un bel exercice. Tous autant que nous sommes avons écrit un bout de l'histoire de la Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Auparavant, Moussa Sanogo a défini dans l'exposé des motifs le contexte dans lequel cette loi de Finances a



Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a démontré la solidité de l'économie ivoirienne face aux députés de la Caef. (PH: DR)

été élaborée. Il a notamment indiqué que l'environnement socio-politique demeure favorable, à travers la mise en œuvre progressive des dispositions visant un déroulement paisible des élections de 2020. « La consolidation du dynamisme de l'activité économique et son caractère

inclusif se poursuit avec la réalisation de grands projets publics tels qu'inscrits dans le Plan national de développement (Pnd) 2016-2020, la mise en œuvre du Programme social du gouvernement (PsGouv) 2019-2020 qui entre dans sa dernière année d'exécution et l'amélioration

continue du climat des affaires », a-t-il poursuivi. Tiré par l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier les secteurs tertiaires (8,9% de progression), secondaire (9,9% d'augmentation) dont les contributions à la croissance sont estimées respectivement à 3,4% et 2,2%, l'augmentation de la richesse du pays devrait s'établir à 7,3% en 2020, loin devant la croissance de l'Économie mondiale qui ressortirait à 3,5%. Au total, les principales hypothèses soutenant les projections du projet de budget 2020 qui s'équilibre en ressources et en charges à 8061 milliards FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget de 2019, font ressortir notamment un taux de croissance du Pib prévu à 7,3% ; le cours moyen du pétrole brut attendu à 57,9 dollars us en 2020 ; le cours du cacao sur le marché international projeté à 2,4 dollars Us/kg en 2020 contre 1,8 dollar Us/kg en 2019 ; une bonne tenue de la demande tirée par le dynamisme des investissements (+ 13,9%) et la consolidation de la consommation

finale des ménages à +4,8%. La loi de Finances 2020 se caractérise par le basculement au budget-programmes, qui matérialise la mise en œuvre effective de la deuxième génération des réformes dans la gestion des finances publiques, initiées par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Cette méthode privilégie une approche de budgétisation programmatique à moyen terme, associée à des objectifs de résultats assortis d'un cadre de référence pour leur évaluation. Le Budget-programmes exige aussi que les titulaires des postes ministériels se présentent devant les parlementaires pour expliquer leurs programmes et justifier les crédits ouverts pour les financer. Cette étape d'analyse sectorielle du projet de budget a précédé sa présentation dans sa globalité par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

2^e édition de la semaine de l'inclusion financière

La Bceao sensibilise les populations

L'éducation financière permet aux populations les plus vulnérables d'être mieux outillées pour adhérer aux services financiers, opérer des choix éclairés et maîtriser la gestion de l'épargne. Elle renforce donc la confiance des consommateurs dans le système bancaire. Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly, a fait cette déclaration, le 22 novembre, à l'espace Crae-Uemoa au Plateau, à l'occasion de la session de sensibilisation à l'éducation financière et la protection des consommateurs. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière tenue du 18 au 23

novembre, à Abidjan. Autour du thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». Organisée par la Bceao, cette session permet à l'institution financière sous-régionale, selon le directeur national, d'aborder les risques liés à l'utilisation des services financiers numériques et les mécanismes visant à les maîtriser pour la protection des consommateurs. Chalouho Coulibaly fait remarquer que les autorités monétaires, conscientes des enjeux de l'éducation financière, ont inscrit cette thématique dans la stratégie régionale d'inclusion financière des États membres de l'Uemoa. Ce, en vue de permettre l'accès permanent des populations



Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly. (PH: DR)

rurales, des femmes, des jeunes et des Pme à une diversité de produits financiers à des coûts abordables. « Toutefois, au regard de l'émergence du numérique qui pose le problème de la

sécurisation des transactions et la protection des données personnelles, des mécanismes modernes de protection des consommateurs des services financiers doivent être mis en place pour assu-

rer une relation transparente entre les professionnels et les acteurs desdits services ; afin de renforcer la crédibilité et la proximité du secteur financier avec la population », a-t-il préconisé devant un parterre d'invités constitués d'organisations de consommateurs, d'étudiants et d'acteurs du système financier. Le responsable national de la Bceao estime que l'atteinte des objectifs de la stratégie régionale de l'inclusion financière passe nécessairement par la capacité des consommateurs à utiliser de manière adéquate et efficace les services financiers et par le renforcement de leurs connaissances en matière financière. Le représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Fanny Siaka, a, pour sa part, souligné que l'édu-

cation financière joue un rôle important dans le changement de comportement des populations vis-à-vis des produits financiers en vue de leur permettre de mieux gérer leurs ressources et d'être moins victimes des arnaques. L'émissaire d'Adama Coulibaly précise qu'en Côte d'Ivoire, l'éducation financière est une composante importante dans la stratégie nationale de l'inclusion financière. « Sur le plan national, depuis 2012, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle met en œuvre un programme d'éducation financière orienté vers le monde éducatif », a soutenu Fanny Siaka. ■

ÉMÉLINE P. AMANGOUA

Opération "Agir pour les jeunes"

Gon Coulibaly remet des chèques à 500 bénéficiaires du Hambol ce mercredi

Le Premier ministre fera des heureux parmi les jeunes à l'occasion de la visite du Chef de l'État.



toute l'étendue du territoire national. À travers ce programme d'entrepreneuriat, piloté par l'Agence emploi jeunes (Aej), le gouverne-

ment entend lutter efficacement contre le chômage des jeunes en encourageant l'auto-emploi. Les bénéficiaires du projet

reçoivent, à titre individuel, un prêt plafonné à 1 000 000 de F Cfa pour la création d'une Activité génératrice de revenus (Agr).

Pour les projets collectifs, le financement culmine à 2 500 000 de F Cfa ■

GERMAIN GABO

Les premiers bénéficiaires de l'opération « Agir pour les jeunes », lancée le 2 septembre dernier par le ministre Mamadou Touré, vont recevoir leurs chèques ce mardi 27 novembre des mains du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ce sont 500 jeunes porteurs de projets du Hambol, qui recevront leur financement, en marge de la visite d'État du Président de la République Alassane Ouattara dans

la région. Cette première vague recevra une enveloppe d'un montant de 256 410 000 F Cfa. Les autres bénéficiaires du projet, qui vise 19 500 jeunes à l'échelle nationale, percevront leur financement progressivement. Les remises de chèques se feront dans 45 villes et localités de Côte d'Ivoire. À la clôture des inscriptions pour ce programme, le 30 septembre 2019, plus de 93 000 jeunes Ivoiriens, âgés de 18 à 40 ans, ont été enregistrés sur

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna à N°CIV0044 du 17 avril 2016
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

AVIS DE RESULTATS

DDP N°RSP52/2018

Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités de San-Pedro, de Daloa et d'Odienné – Lot (02)

I. ATTRIBUTAIRE

NOM : Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC

ADRESSE : 03 BP 2388 Fidirossé Jacquot 03 – Tel (229) 21 30 39 75

MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

MONTANT DE L'OFFRE EVALUE : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

MONTANT DU MARCHÉ : 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES

Consultants	Evaluation technique		Evaluation financière			Evaluation combinée	
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	Classement
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F	
Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC	89,60	71,68	757 200 000	100	20	91,68	1 ^{ère}
Groupement FACE/IDC	83,83	67,06	875 299 750	88,51	17,30	84,36	3 ^{ème}
Groupement SONED AFRIQUE CAAS /BANI	81,96	65,57	789 447 126	95,92	19,18	84,75	2 ^{ème}
Groupement CAEM/ MEMO/ DELTA INTERNATIONAL	81,55	65,24	1 376 497 699	55,05	11,01	76,25	4 ^{ème}

NB : Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet
Abidjan, Cocody - II Plateaux 7^{ème} Tranche ; lot n° 227 ; lot n° 2684
Tél. (225) 57 65 68 53
E-mail : ugp.pcelfi3@gmail.com

Troubles de l'audition L'Oipa rassemble les 22 porteurs d'implants de Côte d'Ivoire

C'est dans une ambiance conviviale que s'est tenue, le 23 novembre à Yopougon (Abidjan), la première édition des journées familiales consacrées aux personnes porteuses d'implants cochléaires en Côte d'Ivoire. Plus connus sous l'appellation d'implants auditifs, ces appareils médicaux, une fois installés dans l'oreille via une intervention chirurgicale, améliorent nettement la perception auditive des patients. Cette rencontre a réuni les 22 enfants implantés auditifs du pays, ainsi que leurs parents. C'est une initiative de l'Organisation ivoirienne pour la parole et l'audition (Oipa). Placée sous le thème : « Mon voyage avec l'implant cochléaire », cette journée a été l'occasion pour les enfants implantés d'exprimer leur joie de vivre retrouvée. Selon l'ini-

tiateur de cette journée, le Pr Rith Pascal Adjoua, président de l'Oipa, cette rencontre visait aussi à mettre en relation les parents de ces enfants implantés, en vue de créer une plateforme de collaboration. «Après le placement de l'appareil auditif, survient la phase de rééducation et d'entretien du dispositif auditif. L'implantation peut aussi générer de nombreux problèmes, qui peuvent s'avérer complexes pour certains parents dans bien des cas. Il était important de fédérer ces parents au sein d'une organisation pour favoriser leurs partages d'expériences et les échanges d'informations», a-t-il expliqué. Aussi cette rencontre a-t-elle servi de cadre pour jeter les bases de la création d'une association des parents d'enfants implantés auditifs en Côte d'Ivoire. ■

DRAMOUS YÉTI

Programme de formation Public-Amp 38 haut cadres de l'administration publique reçoivent leurs diplômes

La cérémonie de graduation a eu lieu samedi 23 novembre, à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau.

La deuxième promotion du Public advanced management program (Public-Amp) a été diplômée le 23 novembre, au cours d'une cérémonie de graduation à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau. C'était en présence des représentants de plusieurs ministères et de l'administration publique, parents et amis que ces cadres dont Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint du groupe Fraternité Matin, que les 38 auditeurs ont reçu leurs parchemins.

Serges Abdel Nouho s'est dit fier et heureux de mettre cet acquis au service de Fraternité Matin. A cet effet, il a indiqué : « C'est une grande fierté d'avoir franchi le pas par rapport à nos perspectives professionnelle et familiale. En ce qui me concerne, l'une des valeurs ajoutées essentielles de cette formation, sur le plan professionnel, est la conduite du changement. Nous avons appris que le changement doit se conduire avec l'implication des uns et des autres au sein de l'entreprise ».

Selon lui, à partir de ce fait, il faut intégrer les travailleurs et surtout partager la vision avec eux. Car ceux-ci doivent connaître l'orientation que les dirigeants veulent impulser à l'entreprise.

« L'on dit souvent que si tu as le meilleur chauffeur du monde et que tu ne lui indiques pas la direction à prendre, il va tourner en rond. Nous avons donc besoin dans la conduite de



Les diplômés et les dirigeants de Mde et de l'Enap ont immortalisé l'événement.. (PHOTOS : D. R)



Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint de Fraternité Matin, recevant son certificat des mains de Antoine Loth, professeur à Mde.

changer de tenir compte de ces paramètres. C'est-à-dire impliquer tout le monde et surtout partager la vision de l'entreprise pour obtenir l'engagement de tous », a-t-il exposé. Avant d'ajouter : « Nous ne cherchons pas l'obéissance des travailleurs mais leur engagement. Dans la conduite de changement dans laquelle nous sommes aujourd'hui, à Fraternité Matin, avec le plan de redressement qui est en cours et la transition dans laquelle nous nous sommes engagés, il est impératif pour nous de changer de comportement. Et de prendre en compte le fait que l'État est en train de travailler sur les objectifs à fixer à Fraternité Matin. Ceux-ci amènent l'entreprise à adop-

ter un comportement du privé, à savoir vers une gestion axée sur le résultat. C'est ce qu'il faut retenir de fondamental par rapport à ce que cette formation va apporter à Fraternité Matin ».

Auparavant, Louis Côté, le représentant de l'École nationale d'administration (Enap) du Québec, a rappelé l'importance de l'administration publique dans un État. « L'administration publique est le premier et principal outil de tout État. Sa compétence et son dévouement sont absolument essentiels pour le développement d'une société. Pas d'État stratège qui oriente et soutient l'action de sa société sans administration publique efficace et efficiente, capable

de définir et d'appliquer de bonnes politiques et de bons programmes, et ce aux meilleurs coûts », a-t-il déclaré. S'adressant aux diplômés, le représentant de l'Enap leur a demandé de collaborer à l'édification d'une telle administration et à être ainsi les vecteurs du développement de leur pays « car à l'instar des autres pays, la Côte d'Ivoire est appe-

lée à relever des défis déterminants pour son avenir ». Le Public-Amp est né de la collaboration entre Mde Business school et l'Enap du Québec. Cette formation dispensée par ces deux écoles est destinée aux hauts Fonctionnaires qui sont emmenés à assumer un leadership et des charges à fort impact sur la société. Les compétences conférées leur

permettent de motiver et diriger leurs équipes, d'affiner leur prise de décision dans tous les domaines et d'implémenter un modèle de gestion soutenue par une stratégie bien définie et ce, sans perdre de vue l'intérêt général, le caractère humaniste de l'organisation et l'engagement au service du citoyen ■

DAVID YA

Inclusion financière

La Côte d'Ivoire vers un taux de 75%

Selon les données de la Banque centrale, le taux global de digitalisation des services financiers ou taux d'inclusion financière ressort en 2018, pour l'Union, à 57,1% et à 70,4% pour la Côte d'Ivoire (...) et pourrait amener le pays, dès 2020, à atteindre l'objectif de 75% au niveau de l'Uemoa ». Ces propos sont d'Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances. Le représentant du gouvernement s'exprimait le 23 novembre à l'espace Crrae-Umoa, au Plateau, à l'occasion de la foire de l'inclusion financière dont l'organisation marque la fin de la 2^{ème} édition de la Semaine de l'inclusion financière dans l'Union économie et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Pour le ministre, « la poursuite de la dynamique en cours est poussée

notamment par les services financiers numériques qui contribuent pour 49,5% au taux d'inclusion financière de 70,4% ». En outre, Adama Coulibaly a félicité la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest pour l'organisation, de cet événement qui se tient depuis le 18 novembre, dans les huit pays membres de l'Uemoa.

Le ministre a également invité les exposants à la foire à édifier les visiteurs sur les produits et opportunités disponibles, à être également à l'écoute des usagers afin de mieux cerner les nouveaux besoins, en vue d'y apporter les réponses appropriées.

Le directeur national de la Bceao pour la Côte d'Ivoire, Chalouho Coulibaly, n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction face aux avancées effectuées par la Côte d'Ivoire en matière d'inclusion finan-

cière. « Le taux d'inclusion financière ressort à plus de 70% contre 57% pour l'ensemble de l'Union à fin 2018. Ce résultat peut être imputé de plus de 49%, au digital. C'est dire que le digital est en train de révolutionner l'offre des services financiers aux populations », s'est-il réjoui. C'est pourquoi, le responsable national de la Bceao a exhorté les États à accompagner la digitalisation en continuant de moderniser les paiements des services, des prestations, par des paiements digitaux.

La 2^e édition de la semaine de l'inclusion financière dans l'Uemoa avait pour thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : Enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». ■

EMELINE P AMANGOUA



Magnifique terrain de 16011 m², situé à la Riviera-M'pouto
Espace idéal pour un projet immobilier

✉ contact@isis-immobilier.com - 🌐 www.isis-immobilier.com
☎ (+225) 20 33 88 13 - 56 93 33 18